

Le Burundi ne signera pas le projet d'accord de partenariat entre l'EAC et l'UE

@rib News, 08/09/2016 â€“ Source Xinhua Le Burundi a averti aux instances dirigeantes de la Communauté d'Afrique de l'Est / East african community (CAE/EAC) qu'il ne signera pas le projet d'accord de partenariat entre la CAE et l'Union Européenne (UE), a indiqué jeudi dans son édition de la mi-journée la radio-télévision nationale du Burundi (RTNB) sans citer nommément la source de cette annonce. Cette annonce a été faite quelques heures après l'ouverture d'un sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l EAC jeudi à Dar-Es-Salaam (Tanzanie) pour examiner notamment ce projet d'accord entre la l EAC et l'UE.

A ce jour, l EAC regroupe six Etats, à savoir le Burundi, le Kenya, la Tanzanie, le Rwanda, l'Ouganda et le Soudan du Sud. Depuis le 14 mars 2016, les instances dirigeantes de l'UE ont annoncé la suspension des appuis financiers directs au gouvernement burundais, et conditionné la reprise de l'aide directe à la coopération avec le Burundi, à des "progrès substantiels" enregistrés dans le processus du dialogue politique inter-burundais. Le ministre burundais des Relations extérieures et de la Coopération Internationale, Alain-Aimé Nyamitwe, participe à ces assises régionales en qualité de chef de la délégation burundaise, qui comprend également la ministre à la Présidence chargé des Affaires l EAC Laurentine Nzeyimana, et celle en charge de la Justice, Aimé-Laurentine Kanyana. A l'ordre du jour de ce sommet, est inscrit également l'examen du rapport sur l'état des lieux du dialogue politique inter-burundais sous l'égide du co-facilitateur régional de l EAC et ancien chef d'Etat tanzanien, Benjamin Mkapa. Ce dialogue vise à mettre fin à une crise politico-sécuritaire survenu au Burundi depuis fin avril 2015 à la suite d'un déclenchement d'un mouvement de contestation, par des partis politiques d'opposition, d' s l'annonce d'un autre mandat présidentiel de l'actuel chef d'Etat burundais, Pierre Nkurunziza. Dans un communiqué de presse diffusé la veille de la tenue de ces assises régionales, quatre organisations de la société civile (OSC) proches de l'opposition, avaient écrit au chef d'Etat tanzanien et président en exercice de l EAC, John Pombe Magufuli, pour demander son implication, en ce qui concerne la prise des "mesures contraignantes" contre le gouvernement du président Nkurunziza. 